Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/GuatemalaRigoberta-Menchu-sur-les-pas-d-Evo-Morales>

Guatemala Rigoberta Menchu sur les pas d'Evo Morales.

- Les Cousins - Amérique Centrale et Caraïbes -

Date de mise en ligne : jeudi 15 février 2007

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

[La Presse](#). Agence France-Presse
Guatemala, Le mercredi 14 février 2007

[<http://www.elcorreo.eu.org/IMG/jpg/doc-733.jpg>] Rigoberta Menchu, indienne maya et prix Nobel de la paix en 1992, s'est finalement lancée en politique et convoite la présidence du Guatemala en septembre 2007, au nom de la majorité indienne, misérable et toujours tenue à l'écart du pouvoir, se plaçant sur les traces de l'Aymara Evo Morales, en Bolivie.

La comparaison avec Morales -un des porte-drapeaux de la gauche radicale latinoaméricaine avec le Vénézuélien Hugo Chavez et le Cubain Fidel Castro- s'arrête là, car Rigoberta Menchu, 47 ans, est difficile à positionner sur l'échiquier politique.

Son engagement en faveur des indiens du Guatemala -60% des 12 millions d'habitants- et sa volonté de laver les humiliations dont ils sont victimes au quotidien la situent à gauche.

De même, ses prises de positions pour la défense des droits de l'Homme, l'égalité de chances et son combat contre les tortionnaires sont en rupture avec les positions de l'oligarchie politique et économique de la minorité blanche, qui contrôle le pays depuis la colonisation.

En revanche, son statut d'ambassadrice des accords de paix (qui ont sanctionné la fin de la guerre civile 1960-1996) au sein du gouvernement du président conservateur Oscar Berger, la déplace vers la droite, même si elle a parfois critiqué « la subordination » du Guatemala aux intérêts de Washington.

Elle s'est engagée contre le Venezuela -chef de file de l'opposition aux États-Unis en Amérique latine- pour que le Guatemala, soutenu par Washington, obtienne le siège de l'Amérique latine au conseil de sécurité des Nations unies (finalement attribué au Panama, ndlr).

La prix Nobel s'est également faite l'avocate du traité de libre-échange avec les États-Unis, critiqué par la gauche et les petits agriculteurs.

Au début réticente à l'idée d'entrer dans l'arène politique, Rigoberta Menchu avait d'abord taté le terrain il y a quelques mois en annonçant la création d'un parti dans la perspective de la présidentielle de 2012.

Plusieurs formations politiques ont proposé à Mme. Menchu d'être leur candidate à la présidence, mais elle a préféré fonder son parti, Winaq, un parti sans idéologie définie qui rejette les extrêmes, « car ils ne génèrent que violence, division et rancoeur », dit-elle.

« On nous a souvent demandés pourquoi les indiens n'avaient pas de parti politique, aujourd'hui nous avons une réponse (...) Après 200 ans de vie républicaine, les indiens ont été électeurs mais pas élus, cela va devoir changer à partir de maintenant », a-t-elle déclaré .

Après avoir été traitée de « sale indienne » par des élégants notables conservateurs pendant une audience de la Cour Constitutionnelle, Rigoberta Menchu a obtenu en 2005 la condamnation symbolique pour discrimination raciale de hautes personnalités politiques, une première au Guatemala.

Avant de recevoir le prix Nobel, saluant son travail « pour la justice sociale et la réconciliation ethno-culturelle dans le respect des droits des peuples autochtones », elle s'exilait épisodiquement au Mexique, par crainte de la répression durant la guerre civile.

En 1980, son père est brûlé vif dans l'assaut de l'ambassade d'Espagne qui est occupée pacifiquement par un groupe d'indiens, puis sa mère, elle aussi militante pour les droits des indiens, est enlevée puis portée disparue.

Cette ancienne employée de maison ou d'exploitations agricoles, autodidacte, bénéficie au Guatemala de la plus forte cote de popularité et de confiance.

Si elle remporte le scrutin de septembre 2007, elle deviendra la première indienne et la cinquième femme présidente en Amérique latine, après l'Argentine Isabela Peron, la Nicaraguayenne Violetta Chamorro, la Panaméenne Mireya Moscoso et la Chilienne Michele Bachelet.